

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2785

[C — 99/29447]

29 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement de son fonctionnement

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 précitée, d'assurer sans délai son fonctionnement;

Sur proposition du Ministre-Président;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « loi spéciale » : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

2° « Ministre-Président » : le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française;

3° « Ministre » : un Ministre du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 2. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Ministres, le Gouvernement délibère, collégalement, selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement délibère de tout projet de décret ou d'arrêté à caractère réglementaire relatif aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté française.

§ 2. Il évoque toute proposition de décret déposée au Parlement de la Communauté française.

§ 3. Il délibère, en outre, dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale.

§ 4. a) Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique lorsque celui-ci est requis;

b) Pour les décisions qui ne requièrent pas de délibération du Gouvernement, l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique, s'il est requis, est réputé acquis s'il n'est pas transmis dans les vingt jours de la réception de la demande.

§ 5. Tout Ministre peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté française et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française.

§ 2. Il exerce, pour les dépenses à charge du budget de la Communauté française, les attributions que l'arrêté royal du 16 novembre 1994 donne au Conseil des Ministres pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

§ 3. Trimestriellement, une situation complète, tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements, que la situation des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des Ministres, dans un délai de 15 jours, après expiration de la période mensuelle concernée. La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 4. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements.

Art. 5. Les programmes d'investissements couvrant plus d'une année font l'objet d'une délibération du Gouvernement, avant l'adoption du projet de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et, s'il échet, celle de leurs bénéficiaires.

Cet article ne concerne pas les bâtiments scolaires, le programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre, et le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné.

Art. 6. § 1^{er}. Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement :

1° l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Communauté française;

2° les arrêtés de subvention à charge du budget dont le libellé identifie le seul bénéficiaire;

3° les investissements des institutions universitaires organisés par la Communauté française;

4° l'octroi de subventions et les contrats de services à imputer sur le budget des dépenses courantes, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à dix millions de francs;

5° les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé, sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, est inférieur à trente millions de francs;

6° les investissements directs dont le montant est inférieur à trente millions de francs;

7° les engagements et liquidations de subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;

8° les engagements et liquidations d'autres subventions de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires, sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi du subside, ni sur le montant de celui-ci;

9° à l'exception des présidents et vice-présidents, les membres des Chambres de recours et des commissions paritaires dans l'enseignement, proposés par les organisations représentatives des travailleurs et les pouvoirs organisateurs sont désignés par le Ministre de la Fonction publique, sans préjudice de l'application de l'article 9.

10° a) la composition, le fonctionnement et la désignation des membres des commissions consultatives, des conseils supérieurs et conseils d'avis;

b) toutefois, à la fin de chaque année civile, une liste est communiquée au Gouvernement reprenant les engagements de dépenses courantes, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieurs à trente millions de francs et supérieurs à cinq millions de francs, ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires.

Le présent paragraphe ne concerne pas les dépenses en matière de bâtiments scolaires, ni celles des organismes d'intérêt public de type B, ni celles des organismes soumis à un contrat de gestion, ni celle des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française;

c) sont soumis à l'accord du Gouvernement : le choix du mode de passation et la passation des marchés pour les travaux, fournitures et services dont l'estimation ou le montant hors TVA est supérieur au montant figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint	Marché de gré à gré
Travaux	300 millions	65 millions	20 millions
Fournitures	200 millions	20 millions	12 millions
Services	60 millions	10 millions	5 millions

La procédure prévue par l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services reste d'application, étant entendu que le Gouvernement et le Ministre-Président remplacent respectivement le Comité ministériel et le Premier Ministre.

§ 2. Les observations de la Cour des comptes sont immédiatement transmises aux Ministres.

§ 3. Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique exercent respectivement les compétences du Ministre des Finances et du Ministre de la Fonction publique décrites dans la réglementation sur le contrôle administratif et budgétaire.

Ils donnent leur accord dans un délai de 10 jours ouvrables.

§ 4. Les crédits affectés aux infrastructures resteront individualisés.

Le Ministre fonctionnel est l'ordonnateur primaire des crédits d'infrastructure sauf en matière d'enseignement et agit d'initiative, sans préjudice de l'article 9.

§ 5. a) la tutelle visée à l'article 6, 8°, de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française ne comprend pas l'autorité sur les administrateurs de la Commission communautaire française au sein de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois;

b) la tutelle visée à l'article 5, litt. h de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1999 précité comprend l'autorité sur les administrateurs de la Commission communautaire française au sein de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois.

Art. 7. 1° Le Gouvernement décide de toute proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, institutions et organismes publics, qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté française, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Communauté française.

2° En ce qui concerne les agents des services du Gouvernement :

1. le Ministre de la Fonction publique est seul compétent pour les arrêtés à caractère organique et réglementaire;

2. à la demande du Ministre fonctionnellement compétent, cosignataire ou d'initiative, le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les matières ci-après :

a) l'octroi des délégations à l'Administration;

b) l'exécution des décisions relatives au cadre et au règlement organique;

c) à l'exception des rangs 15, 16 et 17, qui font l'objet d'une délibération du Gouvernement, les déclarations de vacance d'emploi, ainsi que les nominations ou promotions au sein du Ministère et dans les organismes d'intérêt public du type A, sauf les nominations ou promotions conférées selon les règles de la carrière plane;

3° Le Ministre fonctionnellement compétent est saisi des rapports d'activités, comptes annuels et bilans financiers des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française.

Copie est transmise au Ministre-Président et au Ministre du Budget.

Le Gouvernement décide de la constitution de nouvelles asbl qui sont l'émanation de la Communauté française.

4° Toutefois, ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement, les actes à portée individuelle concernant les membres des personnels des établissements d'enseignement, des services d'inspection et des centres PMS;

5° En ce qui concerne les promotions, l'octroi des fonctions supérieures et autres dispositions relatives au statut du personnel des administrations, les décisions sont prises par le Ministre de la Fonction publique, sur proposition des Ministres fonctionnellement responsables et ce, en concertation avec eux.

En l'absence prolongée de proposition sur les décisions à prendre concernant ce personnel, le Ministre de la Fonction publique, après avertissement préalable, agira d'initiative.

Art. 8. 1° En ce qui concerne la formation en cours de carrière, chaque Ministre l'organise pour le niveau d'enseignement pour lequel il est responsable.

2° Chaque Ministre est habilité à adresser des injonctions aux Inspecteurs relevant du niveau d'enseignement dont il est responsable.

3° Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses Ministres, le Gouvernement est seul qualifié, pour émettre, au nom de la Communauté française, un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes nationaux, régionaux, européens ou internationaux ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

Le Gouvernement délibère de tout projet d'accord culturel, bilatéral ou multilatéral, ainsi que de la révision de ces accords.

En ce qui concerne les relations internationales, le Ministre-Président représente la Communauté française. Il se fait accompagner par le Ministre fonctionnellement compétent ou délègue à celui-ci le soin de représenter la Communauté française.

4° En ce qui concerne la recherche, si, ponctuellement, un programme de recherche concerne la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il y aura concertation à ce propos entre le Ministre chargé de la recherche scientifique d'une part, et le Ministre fonctionnellement concerné par la recherche appliquée d'autre part.

Art. 9. Au sens du présent article, on entend par concertation, l'action du Ministre fonctionnellement compétent, menée à son initiative ou, par lui, à la demande d'un ou des Ministres concernés, celui-ci ou ceux-ci étant associés, dans tous les cas, à l'action du Ministre fonctionnellement compétent.

La liste des matières concernées par la concertation, ainsi que le Ministre fonctionnellement compétent et le ou les Ministres associés à son action est la suivante :

Matières	Ministres fonctionnellement compétents	Ministre(s) associé(s)
Bâtiments administratifs	Hervé Hasquin	Robert Collignon et Yvan Ylieff
Centres de vacances	Jean-Marc Nollet	Robert Collignon et Yvan Ylieff
Centre d'orientation scolaire	Pierre Hazette	Jean-Marc Nollet et Françoise Dupuis
Enseignement spécial	Pierre Hazette	Jean-Marc Nollet
Pilotage interréseaux	Pierre Hazette	Jean-Marc Nollet
Recherches en éducation	Françoise Dupuis	Jean-Marc Nollet, Pierre Hazette et Yvan Ylieff
Informatique administrative	Yvan Ylieff	Hervé Hasquin et Robert Collignon
Centres d'expression et de créativité	Yvan Ylieff	Jean-Marc Nollet
Statut des enseignants	Yvan Ylieff	Jean-Marc Nollet, Pierre Hazette et Françoise Dupuis

Art. 10. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Les Ministres ont délégation pour prendre des arrêtés d'agrément dans les matières qui relèvent de leur compétence, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, spécialement en son article 9.

Art. 11. Toute circulaire ou directive à portée générale est transmise par son auteur au Ministre-Président qui la cosigne.

Art. 12. Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement concrétise les aspects budgétaires de l'article 138 de la Constitution.

Art. 13. Dès lors qu'un point relevant de la compétence d'un Ministre fait l'objet d'un différend avec un ou des autres Ministres, celui-ci est traité de la manière suivante :

1° échange de courrier;

2° réunions de conciliation;

3° communication au Gouvernement;

4° évocation : dans ce cas, le point évoqué doit faire l'objet d'une décision du Gouvernement.

Art. 14. Le Ministre-Président diffuse à tous les autres Ministres les recours qui lui sont transmis par le greffe de la Cour d'Arbitrage.

L'affaire est inscrite à l'ordre du jour du Gouvernement s'il apparaît nécessaire que la Communauté française intervienne dans la procédure.

Le Ministre fonctionnellement compétent désigne un avocat.

Art. 15. L'autorité sur les services communs de l'Administration est confiée au Ministre de la Fonction publique, sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le Secrétaire du Gouvernement inscrit à l'ordre du jour les points introduits par chacun des Ministres, dans le respect du présent arrêté, selon l'ordre fixé par l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1999 précité.

Le Gouvernement délibère valablement sur les points prévus à l'ordre du jour pour autant que la moitié des membres soit présente et sauf demande de report de tel ou tel point introduit avant la séance par un Ministre dont l'absence est excusée.

En cas d'urgence dûment justifiée et admise par le Gouvernement, sont examinés quant au fond :

- a) les points non inscrits à l'ordre du jour;
- b) les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des finances n'est pas joint, alors que celui-ci est requis;
- c) les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget requis en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 n'est pas joint;
- d) les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique est requis lorsque celui-ci n'est pas joint.

Art. 17. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter, conjointement avec le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), les projets de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou suite au refus du visa de la Cour des comptes, sans préjudice des dispositions relatives à la redistribution des allocations de base.

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié, est abrogé.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 juillet 1999.

Art. 20. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juillet 1999.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

F. DUPUIS.

La Ministre de l'Audiovisuel,

C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,

Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

N. MARECHAL

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2785

[C - 99/29447]

29 JULI 1999. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering houdende regeling van haar werking

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals gewijzigd;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die is ingegeven door de noodzaak van de Franse Gemeenschapsregering, opgericht met toepassing van artikel 60 van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, om onverwijld haar werking te regelen;

Op voorstel van de Minister-President;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient men te verstaan onder :

1° « bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en door de wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

2° « Minister-President » : de Minister-President van de Franse Gemeenschapsregering;

3° « Minister » : een Minister van de Franse Gemeenschapsregering.

Art. 2. Onverminderd de delegaties die zij kan verlenen aan haar Minister, neemt de Regering de beslissingen gezamenlijk volgens de consensusprocedure en bepaalt zij de beleidskoersen in de materies die tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.

Art. 3. § 1. De Regering beraadslaagt over ieder ontwerpdecreet of ontwerpbesluit van reglementaire aard dat handelt over de materies die ressorteren onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Zij brengt ieder voorstel van decreet dat is neergelegd op het Parlement van de Franse Gemeenschap ter sprake.

§ 3. Zij beraadslaagt daarenboven in de gevallen bedoeld in §§ 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet.

§ 4. a) Zij beraadslaagt eveneens over ieder voorstel waarover de inspectie van financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht of dat de toestemming van de Minister van Begroting of door de Minister van Openbaar Ambt niet heeft gekregen, als deze vereist is;

b) Voor de beslissingen waarover de Regering niet moet beraadslagen, wordt het akkoord van de Minister van Begroting of van de Minister van Openbaar Ambt, indien dit vereist is, geacht te zijn gekregen als het niet is meegedeeld twintig dagen na de ontvangst van het verzoek hierom.

§ 5. Iedere Minister kan steeds een zaak evoceren als deze verband houdt met een gedelegeerde bevoegdheid.

Art. 4. § 1. De Regering hecht haar goedkeuring aan ieder ontwerpdecreet betreffende de begroting van de Franse Gemeenschap en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van de Franse Gemeenschap moeten dekken.

§ 2. Zij krijgt, wat de uitgaven betreft ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap, de bevoegdheden die het koninklijk besluit van 16 november 1994 verleent aan de Ministerraad voor de uitgaven ten laste van de federale begroting.

§ 3. Ieder kwartaal wordt, na de einde van de maand van de betrokken periode, een volledige staat, zowel over de vastleggingen en de ordonnanceringen als over de ontvangsten en uitgaven, verzonden naar iedere Minister en dit binnen een termijn van 15 dagen. Bij deze staat is ook een bijlage gevoegd over het investeringsprogramma.

§ 4. Iedere Minister heeft rechtstreeks toegang tot de boekhouding van de vastleggingen en ordonnanceringen.

Art. 5. Vóór de goedkeuring van de ontwerpbegroting beraadslaagt de Regering over de investeringsprogramma's die lopen over een termijn van meer dan één jaar.

Deze programma's vermelden onder meer het precieze bedrag van de steun en van de subsidies of de raming van de werken, leveringen en diensten, hun bestemming en, desgevallend, de precieze vermelding van de personen die de steun ontvangen.

Dit artikel heeft geen betrekking op de schoolgebouwen, op het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het lager en secundair onderwijs dat is ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op het Garantiefonds voor de schoolgebouwen van het officieel en vrij onderwijs en op het Fonds van de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Art. 6. § 1. De Regering beraadslaagt niet over :

- 1° de toekenning van kredieten die nominatief zijn ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap;
- 2° de subsidiëringsbesluiten ten laste van de begroting waarvan het opschrift alleen de naam vermeldt van de persoon die de toelage geniet;
- 3° de investeringen van de universitaire instellingen die zijn ingericht door de Franse Gemeenschap;
- 4° de toekenning van subsidies en de contracten voor dienstverlening die moeten worden geboekt op de lopende uitgavenbegroting waarvan het gecumuleerd bedrag, over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan tien miljoen frank;
- 5° de principiële beloften alsook de toekenning van subsidies die moeten worden geboekt op begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het gecumuleerd bedrag over eenzelfde boekjaar en voor eenzelfde begunstigde, lager is dan dertig miljoen frank;
- 6° de rechtstreekse investeringen waarvan het bedrag lager ligt dan dertig miljoen frank;
- 7° de vastlegging en uitbetaling van de verplichte en automatische subsidies en werkingstoelagen voor het onderwijs, ongeacht hun bedrag, zolang de bepaling van dit bedrag is vastgesteld door wettelijke, decretale of verordenende bepalingen;
- 8° de vastlegging en uitbetaling van andere verplichte en automatische subsidies, ongeacht hun bedrag, zolang de bepaling van dit bedrag is vastgesteld door wettelijke, decretale of verordenende bepalingen, zonder mogelijke tussenkomst van de bevoegde Minister, noch in toekenning van de subsidie noch in het bedrag ervan;
- 9° behoudens de voorzitters en ondervoorzitters worden de leden van de Beroepskamers en van de paritaire commissies in het onderwijs, voorgesteld door de representatieve werknemersorganisaties, aangesteld door de Minister van Openbaar Ambt, onverminderd de toepassing van artikel 9.
- 10° a) de samenstelling, de werking en de aanduiding van de leden van de adviescommissies, van de hoge raden en van de adviesraden;
- b) op het einde van ieder kalenderjaar wordt evenwel een lijst bezorgd aan de Regering waarin uitleg wordt gegeven over de lopende uitgavenverbintenissen, de principiële beloften en de lopende kapitaaluitgaven lager dan dertig miljoen frank en hoger dan vijf miljoen frank alsook een opsomming van de nieuwe diensten en instellingen die zijn erkend en gesubsidieerd met toepassing van de decretale en verordenende bepalingen.

Deze paragraaf heeft geen betrekking op de uitgaven voor de schoolgebouwen noch op de gebouwen van de instellingen van openbaar nut van het type B noch op deze van de instellingen met een beheercontract noch op deze van de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

c) Moeten het akkoord van de Regering krijgen : de keuze van de gunningswijze en de gunning zelf van de opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan de raming of het bedrag (BTW exclusief) hoger ligt dan in onderstaande tabel overgenomen bedragen :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	Onderhandse opdracht
Werken	300 miljoen	65 miljoen	20 miljoen
Leveringen	200 miljoen	20 miljoen	12 miljoen
Diensten	60 miljoen	10 miljoen	5 miljoen

De procedure die is beschreven in het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten blijft van toepassing, met dien verstande dat de Regering en de Minister-President in de plaats treden van respectievelijk het Ministerieel Comité en de Eerste Minister.

§ 2. De opmerkingen van het Rekenhof worden onmiddellijk verzonden naar de Ministers.

§ 3. De Minister van Begroting en de Minister van Openbaar Ambt oefenen respectievelijk de bevoegdheden uit van de Minister van Financiën en de Minister van Ambtenarenzaken die zijn omschreven in het reglement aangaande de administratieve en budgettaire controle.

Zij verlenen hun goedkeuring binnen de tien werkdagen.

§ 4. De kredieten voor de infrastructuur blijven geïndividualiseerd.

De functionele Minister is de eerste ordonnancerende persoon voor de infrastructuurkredieten, behoudens wat betreft het onderwijs. Hij doet dit op eigen initiatief, onverminderd artikel 9.

§ 5. a) het toezicht bedoeld in artikel 6, 8°, van het besluit van de Regering van 22 juli 1999 tot verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering, is niet van toepassing op het gezag van de bestuurders van de Franse Gemeenschapscommissie in de schoot van de bestuursvennootschap van de Brusselse schoolgebouwen;

b) het toezicht bedoeld in artikel 5, letter h, van voornoemd besluit van de Regering van 22 juli 1999 is wel van toepassing op het gezag van de bestuurders van de Franse Gemeenschapscommissie in de schoot van de bestuursvennootschap van de Brusselse schoolgebouwen.

Art. 7. 1° De Regering beslist over ieder voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de diensten, instellingen en openbare organen, die het beleid van de Franse Gemeenschap uitvoeren, met inbegrip van de instellingen die enkel of slechts gedeeltelijk kunnen werken met subsidies ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

2° Wat betreft de ambtenaren van de diensten van de Regering :

1° de Minister van Openbaar Ambt alleen is bevoegd voor de organieke en reglementaire besluiten;

2° op verzoek van de functioneel bevoegde Minister, medeondertekenaar of initiatiefnemer, is de Minister van Openbaar Ambt bevoegd voor de onderstaande materies :

a) het verlenen van delegaties aan het Bestuur;

b) de uitvoering van de beslissingen in verband met het kader en het organiek reglement;

c) met uitzondering van rangen 15, 16 en 17 waarover de Regering moet beraadslagen, de bekendmaking van openstaande betrekkingen alsook de benoemingen of bevorderingen in het Ministerie en in de instellingen van openbaar nut van het type A, behoudens de benoemingen of bevorderingen die worden verleend op basis van de regels inzake de vlakke loopbaan;

3° Aan de functioneel bevoegde Minister worden de activiteitenverslagen, jaarrekeningen en financiële balansen voorgelegd van de verenigingen zonder winstoogmerk die ressorteren onder de Franse Gemeenschap.

Afschrift hiervan wordt verzonden naar de Minister-President en de Minister van Begroting.

De Regering beslist over de oprichting van nieuwe vzw's die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

4° Waarover de Regering evenwel niet beraadslaagt, zijn de individuele akten in verband met de personeelsleden van de onderwijsinstellingen, van de inspectiediensten en van de PMS-centra;

5° Aangaande de bevorderingen, de toekenning van hogere functies en andere bepalingen betreffende het personeelsstatuut van de besturen, worden de beslissingen genomen door de Minister van Ambtenarenzaken, op voorstel van de functioneel bevoegde Ministers en dit alles in overleg met hen.

Als te lang gewacht wordt om een beslissing te nemen inzake het personeel, dan zal de Minister van Openbaar Ambt, na voorafgaande verwittiging, op eigen initiatief een voorstel formuleren.

Art. 8. 1° Wat betreft de vorming tijdens de loopbaan, organiseert iedere Minister deze opleiding voor het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

2° Iedere Minister is gemachtigd om bevelen te geven aan de Inspecteurs die behoren tot het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

3° Onverminderd de delegaties die zij geeft aan haar Ministers, is alleen de Regering bevoegd om, in naam van de Franse Gemeenschap, een advies uit te brengen gericht aan de nationale, regionale, Europese of internationale instellingen en kan zij ook aan deze een verslag of een verzoek laten richten.

De Regering beraadslaagt over ieder cultureel, bilateraal of multilateraal ontwerpakkoord alsook over de herziening van deze akkoorden.

Wat de internationale betrekkingen betreft, vertegenwoordigt de Minister-President de Franse Gemeenschap. Hij wordt vergezeld van de functioneel bevoegde Minister of laat deze de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen.

4° Wat het onderzoek betreft, indien een onderzoeksprogramma plaatselijk betrekking heeft op het fundamenteel onderzoek en het toegepast onderzoek, zal er hierover overleg gepleegd worden tussen de Minister van wetenschappelijk onderzoek enerzijds en de functionele Minister van het toegepast onderzoek anderzijds.

Art. 9. In de zin van dit artikel verstaan wij onder overleg, de handeling van de functioneel bevoegde Minister, die op eigen initiatief of op verzoek van een of meerdere betrokken Ministers, die hiervoor samen opkomen, in alle gevallen, overgaan tot de handeling van de functioneel bevoegde Ministers.

De lijst van de materies waarvoor overleg dient gepleegd alsook de functioneel bevoegde Minister en de Minister(s) die gebonden zijn aan zijn handeling is volgende :

Materies	Functioneel bevoegde Ministers	Gebonden Minister(s)
Administratieve gebouwen	Hervé Hasquin	Robert Collignon en Yvan Ylieff
Vakantiecentra	Jean-Marc Nollet	Robert Collignon en Yvan Ylieff
Schooloriëntatiecentrum	Pierre Hazette	Jean-Marc Nollet en Françoise Dupuis
Bijzonder onderwijs	Pierre Hazette	Jean-Marc Nollet
Besturing internetwerken	Pierre Hazette	Jean-Marc Nollet
Onderzoek in opvoeding	Françoise Dupuis	Jean-Marc Nollet, Pierre Hazette en Yvan Ylieff
Administratieve informatica	Yvan Ylieff	Hervé Hasquin en Robert Collignon
Centra voor expressie en creativiteit	Yvan Ylieff	Jean-Marc Nollet
Statuut onderwijzers	Yvan Ylieff	Jean-Marc Nollet, Pierre Hazette en Françoise Dupuis

Art. 10. In de materies die hen zijn toegekend, hebben de Ministers delegatie voor de toepassing van de wetten, decreten, besluiten, reglementen en rondzendbrieven, onverminderd de andere bepalingen die zijn voorzien in dit besluit.

De Ministers hebben delegatie om erkenningsbesluiten te nemen voor hun materies, onverminderd de andere bepalingen voorzien in dit besluit, inzonderheid in artikel 9.

Art. 11. Iedere rondzendbrief of richtlijn van algemene aard wordt door de opsteller ervan verzonden naar de Minister-President die deze mede-ondertekent.

Art. 12. Op voorstel van de Minister van Begroting brengt de Regering de begrotingsaspecten van artikel 138 van de Grondwet ten uitvoer.

Art. 13. Wanneer een punt van een Minister op verzet stuit van één of meerdere Ministers, wordt dit punt als volgt behandeld :

- 1° briefwisseling;
- 2° bemiddelingsvergadering;
- 3° mededeling aan de Regering;
- 4° evocatie : in dit geval moet de Regering een beslissing nemen over het punt.

Art. 14. De Minister-President verdeelt onder alle andere Ministers de beroepen die hem worden bezorgd door de griffie van het Arbitragehof.

Het zaak staat op de agenda van de Regering als nodig blijkt dat de Franse Gemeenschap moet optreden in de procedure.

De functioneel bevoegde Minister wijst een advocaat aan.

Art. 15. De bevoegdheid over de gemeenschappelijke diensten van het Bestuur is toevertrouwd aan de Minister van Openbaar Ambt, onverminderd artikel 10 van het besluit van de Regering van 22 juli 1999 tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering.

Art. 16. De Secretaris van de Regering plaatst de door de Ministers ingediende punten op de agenda. Dit gebeurt in naleving van dit besluit in de volgorde die is bepaald in voornoemd besluit van de Regering van 22 juli 1999.

De Regering beraadslaagt geldig over de punten die op de agenda staan voor zover de helft van de leden aanwezig is en behoudens verzoek om uitstel van een welbepaald punt, ingediend vóór de vergadering door een Minister wiens afwezigheid is verantwoord.

Bij behoorlijk gerechtvaardigde en door de Regering aanvaarde dringende noodzakelijkheid, worden volgende punten ten gronde onderzocht :

- a) de punten die niet op de agenda staan;
- b) de punten waarvoor het advies van de inspectie van financiën niet bijgevoegd is, terwijl dit eigenlijk vereist is;
- c) de punten waarvoor het verplicht akkoord van de Minister van Begroting vereist is met toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994, niet is bijgevoegd;
- d) de punten waarvoor de toestemming van de Minister van Openbaar Ambt vereist is, wanneer die niet bijgevoegd is.

Art. 17. De Minister van Begroting is belast met de opmaak en de voorstelling, dit tesamen met de functioneel bevoegde Minister(s), van de ontwerpen tot beraadslaging met het oog op de toelating van de vastlegging, de ordonnanciering en de betaling van de uitgaven die hoger liggen dan de gestemde kredieten of na de weigering van het visum van het Rekenhof, onverminderd de bepalingen betreffende de herverdeling van de basistoelagen.

Art. 18. Het besluit van de Regering van 18 juli 1995 tot regeling van haar werking, zoals gewijzigd, is opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 29 juli 1999.

Art. 20. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juli 1999.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan K & G,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie.
Y. YLIEF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
N. MARECHAL



F. 99 — 2786

[C - 99/29446]

29 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et spécialement l'article 68;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1981 déterminant la composition et le fonctionnement des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Communauté française, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 16 novembre 1983, 5 juin 1986, 3 mars 1988, 23 septembre 1988, 18 mai 1989, 27 juillet 1992 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 juillet 1993, 23 avril 1997 et 23 décembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 28 juillet 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, en date du 28 juillet 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement du Gouvernement de la Communauté française,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Ministre-Président" : le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française;

2° "Ministre" : un Ministre du Gouvernement de la Communauté française;

3° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE I^{er}. — *Des Cabinets ministériels*

Art. 2. Chaque Ministre dispose d'un cabinet.

Section 1. — Attributions et composition

Art. 3. Les attributions de chaque cabinet concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux du Parlement de la Communauté française, les recherches et études propres à faciliter le travail personnel du Ministre, la présentation des dossiers de l'Administration, éventuellement le secrétariat du Gouvernement, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience et la revue de presse.

Art. 4. § 1^{er}. Le cabinet peut comprendre au plus 8 membres, soit :

1° un directeur de cabinet;

2° un directeur de cabinet adjoint;

3° deux conseillers;

4° quatre attachés.